

# Pas de technologie pour l'apartheid

13.12.2021

Categories: Apartheid et colonialisme

En mai dernier, alors que l'armée israélienne bombardait des maisons, des cliniques et des écoles à Gaza et menaçait de chasser des familles palestiniennes de leurs maisons à Jérusalem, les dirigeants d'Amazon Web Services et de Google Cloud ont signé un contrat de 1,22 milliard de dollars pour fournir au gouvernement et à l'armée israélienne une technologie *cloud*. En concluant de tels contrats avec l'apartheid israélien, Amazon et Google permettront au gouvernement israélien de surveiller plus facilement les Palestiniens et de les forcer à quitter leurs terres.

Nous répondons à [l'appel de plus de 1000 travailleurs de Google et d'Amazon à se soulever contre ce contrat, connu sous le nom de Projet Nimbus](#). La technologie devrait être utilisée pour rapprocher les gens, et non pour permettre l'apartheid, le nettoyage ethnique et l'occupation.

À l'instar de celles et ceux qui se sont battu.e.s pour désinvestir de l'apartheid en Afrique du Sud et qui ont gagné, il est de notre responsabilité de nous engager pour soutenir la liberté des Palestinien.ne.s. Les dirigeants d'Amazon et de Google qui ont signé ce contrat peuvent encore choisir d'être du bon côté de l'histoire.

**C'est là que vous pouvez intervenir :** [en ajoutant ci-dessous votre nom pour exiger que le PDG d'Amazon Andy Jassy, le PDG d'Amazon Web Services Adam Selipsky, le PDG de Google Sundar Pichai et le PDG de Google Cloud Thomas Kurian, mettent fin à tous les liens avec l'apartheid israélien et renoncent au contrat du Projet Nimbus.](#)

**Vous pouvez vous joindre à nous pour dire : pas de technologie pour l'apartheid.**

## GOOGLE ET AMAZON ALIMENTENT LA VIOLENCE D'ÉTAT

La collaboration d'Amazon et de Google avec l'apartheid israélien s'inscrit dans une tendance plus large des grandes entreprises technologiques à alimenter la violence d'État dans le monde. Les entreprises technologiques telles qu'Amazon et Google sont les nouveaux profiteurs de guerre et ont un bilan lamentable en matière de droits humains. Amazon contribue à alimenter la machine d'expulsion et de détention de ICE (la police américaine de l'immigration) et s'associe à plus de 2 000 services de police états-unis pour surveiller et criminaliser les communautés noires et brunes par le biais des vidéos des sonnettes connectées Ring. Pendant ce temps, Google a vendu de l'intelligence artificielle au ministère de la Défense pour rendre ses frappes de drones plus létales et, bien qu'il ait mis fin à ce contrat après la pression du public et des travailleur.euse.s, Google entretient toujours des liens avec le Pentagone.

Les deux entreprises prétendent respecter leurs engagements en matière de droits humains. [Amazon a publié des principes mondiaux en la matière](#), promettant d'"intégrer le respect des droits humains dans toutes nos activités". De même, Google affirme que les entreprises "peuvent faire de l'argent sans faire le mal". Mais en soutenant la violence du gouvernement israélien contre les Palestinien.ne.s, Google et Amazon font fi de ces valeurs et font passer le profit avant les êtres humains.

La technologie peut rapprocher les gens, mais lorsque ces outils sont utilisés pour nuire aux communautés, ils rendent le monde moins sûr pour nous tous et toutes. C'est pourquoi les travailleur.euse.s de Google et d'Amazon demandent instamment à leurs employeurs de joindre le geste à la parole en matière de droits humains.

Nos communautés se sont déjà dressées contre les grandes entreprises technologiques et elles ont gagné. En 2020, après une pression soutenue de la part de personnes ordinaires, Microsoft a retiré tout financement à l'entreprise israélienne de reconnaissance faciale AnyVision. Cette année, des personnes dans le monde entier ont fait campagne dans le cadre d'une coalition unifiée #FacebookWeNeedToTalk, demandant à Facebook de s'assurer que ses politiques ne censurent pas les Palestinien.ne.s et les défenseurs des droits humains palestiniens. Ensemble, nous pouvons construire un monde meilleur où tous les peuples, y compris les Palestinien.ne.s, vivent en sécurité et en liberté.

## **GOOGLE ET AMAZON RENDENT POSSIBLE L'APARTHEID ISRAËLIEN**

L'impact néfaste de l'apartheid israélien sur les Palestinien.ne.s est bien documenté. Récemment, des organisations de premier plan comme [Human Rights Watch](#) et [B'Tselem](#), basée en Israël, ont publié des rapports faisant écho à ce que les Palestiniens disent depuis des générations, à savoir que le gouvernement israélien dirige un régime d'apartheid.

Google et Amazon font des affaires avec l'apartheid. Les Palestinien.ne.s sont déjà victimes de la surveillance militaire et de la répression israéliennes. En développant la capacité d'informatique *cloud* publique et en fournissant leur technologie de pointe au gouvernement et à l'armée israélienne, Amazon et Google contribuent à rendre l'apartheid israélien plus efficace, plus violent et même plus meurtrier à l'égard des Palestinien.ne.s.

La technologie devrait être utilisée pour rapprocher les êtres humains, et non pour faciliter et ancrer la violence et la ségrégation. Les services *cloud* de Google et d'Amazon peuvent être utilisés pour permettre l'expansion des colonies illégales en Israël en soutenant la collecte de données pour l'Autorité foncière israélienne (ILA), qui fait partie du gouvernement israélien. L'ILA utilise [des politiques discriminatoires](#) pour étendre les colonies juives ségréguées tout en piégeant les Palestinien.ne.s dans des zones densément peuplées et en limitant la croissance des communautés palestiniennes.

**En collaborant avec le gouvernement et l'armée israéliens, Amazon et Google se rendent complices d'abus tels que :**

- **72 000 Palestinien.ne.s** de Gaza [contraints de fuir leurs maisons](#) pendant l'assaut israélien de mai 2021.
- **600 points de contrôle et barrages routiers** [contrôlés](#) par l'armée israélienne qui empêchent les Palestinien.ne.s de se rendre à l'école et au travail et les séparent de leurs familles.
- **80% de Palestinien.ne.s de Gaza** dépendent de l'aide humanitaire pour survivre en raison du blocus illégal imposé par le gouvernement israélien depuis 12 ans.

- **535 maisons et structures palestiniennes** en Cisjordanie [démolies](#) en 2020 pour faire de la place aux colonies illégales.
- **20 familles gazaouies** dont tous les membres ont été [tués](#) lors de la campagne de bombardement israélienne de mai 2021.
- **4 400 prisonnier.ère.s politiques** palestinien.ne.s [incarcéré.e.s](#) dans les prisons israéliennes.